



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2026-DCPATE-172**

**autorisant la société BOUYER LEROUX à prolonger de 3 ans l'exploitation de sa  
carrière d'argile située sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-  
dit « La Plaine du Chêne »**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ-1-734 du 28 juin 2012 autorisant la société BOUYER LEROUX à exploiter une carrière d'argile sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-dit « La Plaine du Chêne » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-DRCTAJ-1-565 du 9 novembre 2015 relatif à la réalisation d'un mille feuille en transit ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-DCL-BENV-397 du 31 janvier 2023 autorisant la société BOUYER LEROUX à prolonger de 2 ans avec approfondissement et remblaiement partiel, l'exploitation de sa carrière d'argile située sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-dit « La Plaine du Chêne » ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société BOUYER LEROUX en date du 6 novembre 2025 et le dossier joint;

VU la participation par voie électronique du 5 au 20 mars, et l'absence d'observation lors de cette participation ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 janvier 2026;

VU le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste à prolonger sur 3 ans supplémentaires l'exploitation de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact ;
- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime

de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;

- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites n'est pas nécessaire ;

## ARRÊTE

### **Article 1. Conformité au dossier de modifications**

La société BOUYER LEROUX, dont le siège social est situé au 6 l'établière à La Séguinière (49280), est autorisée à prolonger de trois ans supplémentaire la durée d'exploitation de sa carrière située à Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-dit « La Plaine du Chêne », en complément de la prolongation de deux ans autorisée par l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 susvisé.

La fin d'exploitation de la carrière, incluant la remise en état, est ainsi fixée à fin juin 2029.

#### **Article 1.1. Prolongation de durée de 3 ans supplémentaires**

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 est modifié comme suit :

*« Article 1.2.3 - Durée de l'autorisation*

*L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de **17 ans** à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.*

*Elle cesse de produire effet si l'installation n'est pas mise en service dans un délai de trois ans ou n'est pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.*

*L'exploitant ne peut poursuivre au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient dans ce cas de déposer une nouvelle demande dans les formes réglementaires et en temps utile. »*

#### **Article 1.2. Garanties financières**

Le montant des garanties financières fixées à l'article 1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2012 est modifié comme suit :

À partir de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à la fin d'exploitation de la carrière à fin juin 2029, le montant des garanties financières est de 405 641 € TTC. Ce montant est basé sur une TVA de 20 % et un indice TP 01 de 131,4 d'août 2025 (JO du 17/10/2025) correspondant à la date du dossier de modification.

Le nouvel acte des garanties financières est communiqué en préfecture sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Il se substitue à l'acte imposé à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 janvier 2023 susvisé.

## **Article 2. Dispositions administratives**

### **Article 2.1. Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cédex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **Article 2.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 2.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

**Article 2.4. Pour application**

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **11 MAI 2026**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
le secrétaire général adjoint de la Préfecture  
de la Vendée  
  
Éric LAFFARGUE